



## Convention-cadre sur les changements climatiques

Distr. générale  
20 septembre 2012  
Français  
Original: anglais

### Organe subsidiaire de mise en œuvre

#### Trente-septième session

Doha, 26 novembre-1<sup>er</sup> décembre 2012

Point 14 de l'ordre du jour provisoire

#### Article 6 de la Convention

### Rapport sur l'atelier consacré à l'application de l'article 6 de la Convention dans les pays les moins avancés

#### Note du secrétariat\*

#### *Résumé*

L'atelier consacré à l'application de l'article 6 de la Convention dans les pays les moins avancés s'est déroulé à Bonn (Allemagne) du 19 au 21 juin 2012. Les participants ont partagé des bonnes pratiques, des enseignements et des expériences concernant les activités entreprises en matière d'éducation, de formation, de sensibilisation, de participation du public, d'accès à l'information et de coopération internationale dans le domaine des changements climatiques. Ils ont également évalué le degré d'exécution du programme de travail de New Delhi modifié relatif à l'article 6 de la Convention dans les pays les moins avancés et ont recensé les besoins et priorités déjà perceptibles, qui pourraient être pris en compte dans un nouveau programme de travail sur l'article 6 de la Convention.

\* Le présent document a été soumis tardivement en raison de la date à laquelle l'atelier a eu lieu.

## Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction.....	1–3	3
A. Mandat.....	1–2	3
B. Mesures que pourrait prendre l’Organe subsidiaire de mise en œuvre.....	3	3
II. Déroulement de l’atelier.....	4–18	3
III. Résumé des différentes parties de l’atelier.....	19–40	5
A. Partie I: Travaux des coordonnateurs nationaux pour l’article 6 de la Convention.....	19–21	5
B. Partie II: Sensibilisation du public.....	22	6
C. Partie III: Éducation et formation.....	23–25	6
D. Partie IV: Exécution du programme de travail de New Delhi modifié.....	26	7
E. Partie V: Participation du public au processus décisionnel relatif aux changements climatiques et accès du public à l’information sur cette question et sur les politiques correspondantes.....	27–29	7
F. Partie VI: Intégration des aspects liés à l’article 6 dans l’élaboration et la mise en œuvre de programmes d’action nationaux aux fins de l’adaptation et de plans nationaux d’adaptation et notification des activités liées à l’article 6 dans les communications nationales.....	30–32	8
G. Partie VII: Appui à l’application de l’article 6 de la Convention dans les pays les moins avancés.....	33–35	9
H. Partie VIII: Élaboration des éléments éventuels d’un nouveau programme de travail sur l’article 6 intéressant les pays les moins avancés.....	36	10
I. Partie IX: Le mécanisme d’échange d’informations sur les changements climatiques et la mise en place d’un réseau de coordonnateurs nationaux pour l’article 6.....	37–39	10
J. Partie X: Résumé des conclusions et des recommandations sur les prochaines étapes.....	40	11
IV. Questions devant faire l’objet d’un examen plus poussé.....	41	11

## I. Introduction

### A. Mandat

1. Dans la décision 9/CP.13, la Conférence des Parties a adopté le programme de travail de New Delhi modifié relatif à l'article 6 de la Convention figurant dans l'annexe de ladite décision et a décidé de faire le point sur l'exécution de ce programme en 2010 et en 2012<sup>1</sup>.
2. À sa trente-quatrième session, l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI) a approuvé le mandat pour l'examen de l'exécution du programme de travail de New Delhi modifié relatif à l'article 6 de la Convention figurant dans l'annexe I du document FCCC/SBI/2011/7 et, pour étayer cet examen, a demandé au secrétariat d'organiser un atelier sur la mise en œuvre de l'article 6 de la Convention dans les pays les moins avancés (PMA)<sup>2</sup>.

### B. Mesures que pourrait prendre l'Organe subsidiaire de mise en œuvre

3. Le SBI pourrait prendre note des informations contenues dans le présent rapport et en tenir compte dans le cadre de l'examen de l'exécution du programme de travail de New Delhi modifié et de l'élaboration des éléments éventuels d'un nouveau programme de travail sur l'article 6 de la Convention.

## II. Déroulement de l'atelier

4. L'atelier consacré à l'application de l'article 6 de la Convention dans les PMA, organisé à Bonn (Allemagne) du 19 au 21 juin 2012, était financé par l'Union européenne et les Gouvernements australien, espagnol et suédois.
5. Il a réuni 32 participants venus de 28 PMA, de l'Union européenne, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) et du secrétariat du Fonds pour l'environnement mondial (FEM).
6. M. Bubu Pateh Jallow (Gambie) a présidé l'atelier au nom du Président du Groupe des PMA. L'atelier s'est déroulé sur trois jours et a été divisé en 10 séances de travail, dont 3 en groupes restreints. Les participants ont bénéficié de services d'interprétation simultanée en anglais et en français.
7. L'atelier a été ouvert par M. Richard Kinley, Secrétaire exécutif adjoint du secrétariat de la Convention, qui a fait observer que l'article 6 était un élément important de la Convention et s'avérait crucial pour mobiliser un large soutien auprès du public en vue de faire progresser les négociations au titre de la Convention et d'engager une action sur le terrain. La séance d'ouverture s'est poursuivie par une déclaration de M. Jallow invitant les participants à mener des débats constructifs pour atteindre les trois objectifs de l'atelier, à savoir:
  - a) Partager de bonnes pratiques, des enseignements et des expériences concernant les activités entreprises au titre de l'article 6;

<sup>1</sup> Décision 9/CP.13, par. 2.

<sup>2</sup> FCCC/SBI/2011/7, par. 69 a).

b) Évaluer le degré d'exécution du programme de travail de New Delhi modifié et identifier les lacunes et les entraves constatées à cet égard;

c) Déterminer les besoins et priorités qui se dessinent et qui pourraient être pris en compte dans un nouveau programme de travail sur l'article 6.

8. Après ces observations liminaires, des participants ont pris la parole à tour de rôle. La séance d'ouverture s'est conclue par l'exposé d'un représentant du secrétariat sur les objectifs et les aspects méthodologiques de l'atelier, sur l'examen de l'exécution du programme de travail de New Delhi modifié et sur l'élaboration d'un nouveau programme de travail susceptible d'être adopté à la dix-huitième session de la Conférence des Parties.

9. La partie I de l'atelier a été consacrée à des exposés sur les travaux des coordonnateurs nationaux pour l'article 6 de la Convention et sur l'élaboration de stratégies et de plans d'action nationaux. Les coordonnateurs nationaux pour l'article 6 du Burkina Faso et de l'Ouganda ont présenté les activités d'éducation, de formation et de sensibilisation aux changements climatiques réalisées dans leur propre pays. Par ailleurs, l'UNITAR a fait le point sur les premiers enseignements tirés des projets pilotes nationaux de sa plate-forme de services de formation «Unité d'action des Nations Unies» en matière de changements climatiques (UN CC:Learn)<sup>3</sup>, dont l'objectif est d'apporter un appui à la mise en place de capacités nationales pour renforcer la formation relative aux changements climatiques dans les pays en développement, dont le Bénin, le Malawi et l'Ouganda.

10. Les parties II et III de l'atelier étaient centrées sur la sensibilisation, l'éducation et la formation. Au cours de la partie II, le coordonnateur national pour l'article 6 de la Guinée-Bissau a présenté les activités de sensibilisation du public menées dans son pays. La partie III a débuté par des exposés des représentants du Soudan et du Myanmar sur des initiatives d'éducation et de formation dans le domaine des changements climatiques, après quoi une représentante du secrétariat a fait un exposé sur l'initiation du public à l'écologie.

11. Pour la partie IV, les participants se sont divisés en deux groupes anglophones et un groupe francophone afin de recenser les bonnes pratiques ainsi que les lacunes et les entraves éventuelles constatées dans le cadre de l'exécution du programme de travail de New Delhi modifié. Le premier jour de l'atelier s'est achevé par un exposé des groupes de travail, suivi d'un examen des résultats.

12. Le deuxième jour de l'atelier a commencé par la partie V consacrée à la participation du public au processus décisionnel relatif aux changements climatiques et à l'accès du public à l'information sur ces questions et sur les politiques correspondantes. Les exposés d'une représentante du Togo et du coordonnateur national pour l'article 6 de la Sierra Leone ont préparé le terrain pour de plus amples discussions entre les participants en petits groupes de travail. Les conclusions des groupes de travail ont été présentées et examinées.

13. La partie VI était centrée sur la façon dont les questions liées à l'article 6 peuvent être intégrées dans l'élaboration et la mise en œuvre de programmes d'action nationaux aux fins de l'adaptation (PANA) et de plans nationaux d'adaptation (PNA). Cette partie a été ouverte par l'exposé d'une représentante du secrétariat sur les processus liés aux PANA et aux PNA et leurs corrélations avec les différents aspects de l'article 6. Un représentant de la République-Unie de Tanzanie et la coordonnatrice nationale pour l'article 6 de Madagascar ont ensuite présenté des études de cas sur les activités d'éducation, de formation et de sensibilisation prises en compte au niveau national dans l'élaboration et l'exécution des PANA de leur pays.

<sup>3</sup> <http://www.unccllearn.org>.

14. La partie VII de l'atelier a donné aux représentants de l'Union européenne, du secrétariat du FEM et de l'UNICEF l'occasion de présenter l'appui apporté à l'exécution d'activités se rapportant à l'article 6 dans les pays les moins avancés.

15. Le deuxième jour de l'atelier s'est achevé par la partie VIII, pour laquelle les participants se sont répartis en deux groupes anglophones et un groupe francophone afin d'examiner en détail les éléments susceptibles de figurer dans un nouveau programme de travail relatif à l'article 6. Les groupes de travail ont présenté leurs conclusions.

16. Le troisième jour de l'atelier a débuté par l'exposé d'un représentant du secrétariat consacré au mécanisme d'échange d'informations en réseau sur les changements climatiques (CC:iNET)<sup>4</sup>, présentant point par point aux participants la façon de tirer parti de ce mécanisme et d'y contribuer. L'exposé a été suivi d'un examen approfondi, par petits groupes, de la question de la mise en place d'un réseau virtuel de coordonnateurs nationaux pour l'article 6. Pour finir, un représentant du Bangladesh a présenté par téléconférence les efforts entrepris par son pays pour appliquer l'article 6.

17. La partie X a été consacrée à l'examen et à l'adoption de recommandations. L'atelier s'est achevé par les observations finales d'un représentant du secrétariat et du président de l'atelier. Le représentant du secrétariat a félicité les participants pour les recommandations concrètes formulées au cours de l'atelier et a souligné que celui-ci était d'une grande importance pour contribuer à l'élaboration d'un nouveau programme de travail relatif à l'article 6. Il a aussi remercié l'Union européenne et les Gouvernements australien, espagnol et suédois pour leurs généreuses contributions à l'organisation de cette manifestation. Le président de l'atelier a clos la réunion en remerciant tous les participants pour leurs travaux et en les encourageant à poursuivre leurs efforts afin de mettre en œuvre l'article 6 dans leurs pays d'origine.

18. Les travaux effectués dans le cadre des différentes parties de l'atelier et les exposés mentionnés ici sont récapitulés dans la section III ci-dessous. On trouvera sur le site Web de la Convention l'ordre du jour de l'atelier et le texte de tous les exposés disponibles<sup>5</sup>.

### **III. Résumé des différentes parties de l'atelier**

#### **A. Partie I: Travaux des coordonnateurs nationaux pour l'article 6 de la Convention**

19. Le coordonnateur national pour l'article 6 du Burkina Faso a donné un aperçu de l'éducation formelle, non formelle et informelle à l'environnement dispensée dans son pays. Il a mis l'accent sur les efforts entrepris dans l'enseignement traditionnel pour former les étudiants en leur permettant de se familiariser avec l'environnement tant dans des jardins et des parcs qu'au moyen de supports audiovisuels. L'éducation non formelle privilégiait encore plus l'apprentissage par la pratique en matière d'environnement. Les activités informelles d'éducation à l'environnement passaient, entre autres, par des émissions de radio et de télévision, la publication d'articles dans les journaux et des expositions. Les groupes religieux jouaient aussi un rôle important dans l'éducation informelle à l'environnement dans les langues locales. Cela étant, en dépit des efforts déployés ces dernières années par le Burkina Faso en matière d'éducation à l'environnement, le financement de ces activités restait insuffisant, notamment pour l'éducation non formelle.

<sup>4</sup> [http://unfccc.int/cc\\_inet/cc\\_inet/items/3514.php](http://unfccc.int/cc_inet/cc_inet/items/3514.php).

<sup>5</sup> [http://unfccc.int/cooperation\\_and\\_support/education\\_and\\_outreach/items/6903.php](http://unfccc.int/cooperation_and_support/education_and_outreach/items/6903.php).

20. Le coordonnateur national pour l'article 6 de l'Ouganda a souligné que son pays s'attachait à renforcer les capacités d'adaptation par l'éducation, la formation et la sensibilisation. Les changements climatiques étaient considérés comme un problème grave dans le plan de développement ougandais, qui visait notamment à y remédier par des activités d'éducation, de formation et de sensibilisation à l'appui d'un développement sobre en carbone et résilient au climat. Certaines initiatives avaient porté leurs fruits, en coopération avec des organisations non gouvernementales (ONG) locales et les médias locaux. Cependant, le manque de ressources financières et humaines continuait d'entraver les progrès à tous les niveaux et il restait difficile d'accéder aux moyens de financement prévus au titre de la Convention pour la lutte contre les changements climatiques.

21. Une représentante de l'UNITAR a présenté la façon dont les projets pilotes nationaux UN CC:Learn aidaient certains des pays les moins avancés (Bénin, Malawi et Ouganda) à promouvoir une approche stratégique des ressources humaines, de l'apprentissage et du développement des compétences dans le but de faire face aux changements climatiques. Après l'élaboration d'un rapport d'information détaillé par pays, l'UNITAR contribuait, en étroite collaboration avec les gouvernements respectifs, à la mise en place d'un mécanisme multisectoriel et multipartite permettant d'organiser un atelier national de planification, d'évaluer les besoins institutionnels en matière de formation et de déterminer les priorités nationales. Ce processus participatif auquel étaient associées différentes parties prenantes aboutissait à l'élaboration de stratégies nationales visant à étoffer les ressources humaines et les compétences pour promouvoir un développement à faibles émissions, capable de résister aux aléas climatiques et respectueux de l'environnement. En réponse aux questions posées par les participants, la représentante a souligné que d'autres PMA pouvaient demander à participer à la prochaine série de projets UN CC:Learn.

## **B. Partie II: Sensibilisation du public**

22. Le coordonnateur national pour l'article 6 de la Guinée-Bissau a brièvement présenté les activités de sensibilisation engagées dans son pays. Il a en particulier appelé l'attention sur un nouveau documentaire décrivant la façon dont les communautés locales sont touchées par les changements climatiques et sur d'autres activités ayant pour objet de faire mieux comprendre à la population les conséquences néfastes de l'évolution du climat et les mesures à prendre pour s'y adapter.

## **C. Partie III: Éducation et formation**

23. Un représentant du Soudan a fait état du rôle clef joué par l'Institut d'études environnementales de l'Université de Khartoum dans la prise en compte des changements climatiques dans son pays. L'Institut d'études environnementales s'attachait à promouvoir la recherche multidisciplinaire sur les changements climatiques, la météorologie et l'environnement dans le cadre des programmes de deuxième et de troisième cycles. L'Institut organisait également des ateliers de formation sur la vulnérabilité et l'adaptation aux changements climatiques à l'intention de responsables des administrations publiques, d'ONG et des médias et contribuait à sensibiliser le public en produisant et en distribuant des documents d'information, ainsi que par des conférences publiques. En outre, il aidait le Gouvernement soudanais à faire une place à la pédagogie de l'environnement dans les programmes scolaires et universitaires, et à préparer les communications nationales, une évaluation des besoins technologiques, un PANA et un PNA.

24. Un représentant du Myanmar a présenté un large éventail d'activités exécutées en matière d'éducation et de formation aux changements climatiques, dont l'élaboration de

produits d'information imprimés et multimédias destinés au public, la création d'un centre d'information sur les changements climatiques et l'organisation d'une formation à l'intention de responsables des administrations publiques, d'ONG, des médias, d'enseignants et du secteur privé. Le représentant a souligné que les autorités et les collectivités locales s'intéressaient de plus en plus aux questions liées aux changements climatiques et que la formation de journalistes contribuait grandement à sensibiliser la population.

25. Une représentante du secrétariat a fait un exposé sur l'importance de l'initiation à l'écologie dans l'éducation. Au-delà de l'acquisition passive de connaissances sur l'environnement, il s'agissait de pouvoir comprendre les systèmes naturels qui rendent possible la vie sur Terre et, du même coup, de modifier nos comportements, nos valeurs et notre vision du monde en fonction de ces connaissances. L'importance d'une telle sensibilisation n'était reconnue que depuis peu et ce domaine était encore en phase de maturation et d'évolution. Cependant, le lien entre l'être humain et la nature était un concept universel qui pouvait être modifié et façonné en fonction de la culture locale. Pour finir, la représentante a dit que l'initiation à l'écologie devait faire partie intégrante de l'enseignement à tous les niveaux et dans tous les pays.

#### **D. Partie IV: Exécution du programme de travail de New Delhi modifié**

26. Les participants se sont divisés en deux groupes de travail anglophones et un groupe de travail francophone pour recenser les bonnes pratiques ainsi que les lacunes et les entraves éventuelles constatées dans l'exécution du programme de travail de New Delhi modifié. Les résultats des travaux des groupes ont été présentés et examinés en séance plénière. Les participants ont signalé que l'exécution des activités recommandées dans le programme de travail se limitait essentiellement à l'éducation et à la sensibilisation, notamment en ce qui concerne l'adaptation aux changements climatiques. Aucun des pays participants n'avait prévu un plan d'action national relatif à l'article 6, mais l'application de cet article était dans certains cas prise en compte dans les stratégies nationales de développement ou de lutte contre les changements climatiques. L'insuffisance des ressources financières et techniques et des moyens institutionnels, le manque de coopération entre les ministères et l'absence de coordonnateur national pour l'article 6 ou l'appui limité accordé à celui-ci étaient autant d'obstacles à l'exécution du programme de travail de New Delhi modifié. Plusieurs Parties ont en particulier appelé l'attention sur les difficultés rencontrées dans l'accès au financement par le FEM dans le cas d'activités se rapportant exclusivement à l'article 6.

#### **E. Partie V: Participation du public au processus décisionnel relatif aux changements climatiques et accès du public à l'information sur cette question et sur les politiques correspondantes**

27. Une représentante du Togo a centré son exposé sur les modalités de participation du public au processus décisionnel relatif aux changements climatiques et sur les moyens d'accéder à l'information sur cette question et les politiques connexes dans son pays. Elle a fait état de l'organisation de dialogues de la société civile sur le processus intergouvernemental lié aux changements climatiques et du rôle important que jouent les médias en diffusant dans les langues locales des informations sur les décisions prises dans le domaine des changements climatiques. Cependant, elle a aussi souligné que, du fait du manque de ressources financières et de capacités institutionnelles, il restait très difficile de trouver des moyens efficaces pour faire participer le public et lui permettre d'accéder à des informations sur les questions liées aux changements climatiques.

28. Le coordonnateur national pour l'article 6 de la Sierra Leone a présenté la façon dont les effets néfastes des changements climatiques, tels que des conditions météorologiques extrêmes et la montée du niveau des mers, touchaient la population locale. La sensibilisation aux changements climatiques avait progressé grâce à la participation de la société civile à l'élaboration de la deuxième communication nationale de la Sierra Leone. Une meilleure observation du climat avait aussi contribué à faire mieux comprendre la question des changements climatiques et leurs lourdes conséquences aux niveaux local et national. Pour finir, le coordonnateur a fait observer que des ressources financières et techniques s'avéraient nécessaires pour poursuivre les projets en cours et développer l'application de l'article 6 de la Convention.

29. Les exposés ont été suivis d'un débat approfondi sur ces questions dans le cadre de petits groupes de travail. Bon nombre de Parties ont indiqué que le public pouvait accéder aux informations sur les changements climatiques et les politiques connexes par différents moyens, mais que l'analphabétisme et l'absence de téléviseurs et de radios dans de nombreux ménages représentaient à cet égard un important obstacle. La diffusion d'informations à grande échelle était également entravée par des contraintes financières, dues en particulier au coût de la traduction des produits d'information dans les langues locales. Concernant la participation du public au processus décisionnel relatif aux changements climatiques, il a été question de cas dans lesquels la population, les ONG, les groupes religieux et les entreprises y étaient associés par différents mécanismes de consultation. Il a été proposé de faciliter encore davantage l'accès du public à l'information par une coopération plus étroite avec les ONG et les médias.

#### **F. Partie VI: Intégration des aspects liés à l'article 6 dans l'élaboration et la mise en œuvre de programmes d'action nationaux aux fins de l'adaptation et de plans nationaux d'adaptation et notification des activités liées à l'article 6 dans les communications nationales**

30. Une représentante du secrétariat a précisé en quoi les questions se rapportant à l'article 6 étaient liées aux processus découlant des PANA et des PNA. Elle a souligné que tous les PANA comportaient un volet correspondant à l'article 6 et qu'environ 12 % d'entre eux étaient principalement axés sur l'article 6 et les questions liées au renforcement des capacités. La préparation et la mise en œuvre des PNA faisaient également intervenir certains aspects de l'article 6 tels que la sensibilisation et la formation ainsi que la diffusion auprès du public d'informations sur le processus du PNA. En réponse à une observation de la représentante de l'UNICEF selon laquelle les lignes directrices relatives aux PANA et aux PNA ne prévoyaient pas de dispositions précises concernant l'éducation, la représentante du secrétariat a indiqué que le Groupe d'experts des pays les moins avancés (Groupe d'experts des PMA) était chargé d'élaborer ces lignes directrices et que les Parties pouvaient lui signaler que l'éducation devait y être prise en compte.

31. Les représentants de Madagascar et de la République-Unie de Tanzanie ont présenté des études de cas nationales sur l'intégration d'activités liées à l'article 6 dans leurs PANA. Le représentant de la République-Unie de Tanzanie a mis en évidence une meilleure sensibilisation à la question de la vulnérabilité aux changements climatiques grâce au processus du PANA. Il a fait ressortir l'importance des activités d'éducation, de formation et de sensibilisation pour l'action à engager en matière d'adaptation, ainsi que la nécessité d'entreprendre à cet égard des activités autonomes liées à l'article 6. Enfin, il a insisté sur le fait que l'application de l'article 6 jouait un rôle crucial dans l'optique de l'adaptation dans les PMA et qu'il fallait accroître les ressources financières et les capacités institutionnelles et faire davantage participer les ONG et les entreprises pour pouvoir s'adapter efficacement aux effets néfastes des changements climatiques.



32. La représentante de Madagascar a décrit la politique nationale de lutte contre les changements climatiques adoptée en 2011 dans son pays, qui prévoyait des activités d'éducation et de sensibilisation du public dans l'optique de l'adaptation. Diverses parties prenantes, dont des administrations locales, des collectivités, des ONG et des groupes d'exploitants agricoles, avaient été associées à l'élaboration du PANA dans le cadre de consultations et de groupes de travail multisectoriels. L'application de l'article 6 avait également donné lieu à d'autres activités à Madagascar, notamment la prise en compte des changements climatiques dans les programmes scolaires et une sensibilisation du public par des campagnes d'information, des conférences, des ateliers et des émissions de télévision et de radio. La représentante a conclu son exposé en faisant observer que, faute de ressources financières et techniques et de capacités institutionnelles suffisantes, il était difficile de faire mieux comprendre les changements climatiques aux décideurs et au public dans son pays. Pour l'avenir, le Gouvernement malgache s'efforcerait d'accorder une plus large place aux changements climatiques dans les programmes d'enseignement, de sensibiliser les décideurs aux processus internationaux en cours dans ce domaine et de mobiliser les ONG pour qu'elles collaborent avec les pouvoirs publics à la lutte contre les changements climatiques et leurs effets néfastes.

## **G. Partie VII: Appui à l'application de l'article 6 de la Convention dans les pays les moins avancés**

33. Un représentant du secrétariat du FEM a présenté la façon dont des activités d'éducation, de formation et de sensibilisation étaient exécutées dans le cadre de mesures d'adaptation dans les PMA, grâce à l'appui fourni par le Fonds pour les pays les moins avancés. Il a souligné que le renforcement des capacités faisait partie intégrante de tous les projets approuvés à ce titre et a présenté divers projets financés par le Fonds pour les PMA dans les domaines de la sécurité de l'approvisionnement en vivres et en eau et de la gestion des zones côtières et des risques de catastrophe, comportant des activités d'éducation, de formation et de sensibilisation. Plusieurs Parties ont souligné combien il était difficile d'accéder à ce Fonds pour des activités liées à l'article 6. Le représentant du secrétariat du FEM a répondu en faisant valoir que l'autre moyen de financer de telles activités consistait à recourir par exemple à l'appui prévu par le FEM pour l'élaboration des communications nationales.

34. Un représentant de l'Union européenne a décrit dans son exposé l'appui accordé aux PMA pour l'application de l'article 6. En 2007, la Commission européenne avait lancé l'Alliance mondiale pour la lutte contre les changements climatiques afin d'apporter une aide technique et financière aux pays en développement, en particulier les PMA et les petits États insulaires en développement. Cette initiative avait permis par exemple d'organiser des ateliers régionaux de formation sur la prise en compte des changements climatiques dans la planification et la budgétisation du développement au niveau national. Par ailleurs, le représentant a présenté des études de cas nationales provenant du Cambodge et de l'Éthiopie, portant sur la création de plates-formes de gestion des connaissances sur les changements climatiques et le lancement de campagnes d'information et d'éducation. Il a également été question du partenariat avec les médias sur les changements climatiques, qui contribue à améliorer la couverture médiatique et les débats publics sur la question des changements climatiques dans les pays en développement par la formation de journalistes.

35. Une représentante de l'UNICEF a présenté les études de cas nationales de Madagascar, du Myanmar, du Nigéria et du Pérou sur l'intégration de la question des changements climatiques et de la réduction des risques de catastrophe dans le secteur de l'éducation. Les activités correspondantes consistaient à renforcer les capacités au niveau national afin de dispenser une formation et un appui à l'élaboration d'outils et de lignes

directrices pour que la réduction des risques de catastrophe figure dans les programmes scolaires et à lancer diverses initiatives: études sur les changements climatiques et les enfants, clubs d'écologie, jardins scolaires et projets de gestion de l'eau et des déchets. La représentante a appelé l'attention sur les leçons à tirer de l'exécution du programme de travail relatif à l'article 6 et sur les objectifs à envisager dans un futur programme de travail.

## **H. Partie VIII: Élaboration des éléments éventuels d'un nouveau programme de travail sur l'article 6 intéressant les pays les moins avancés**

36. Dans la partie VIII de l'atelier, les participants ont centré leur attention sur l'élaboration d'éléments précis susceptibles d'être pris en compte dans un nouveau programme de travail, en s'appuyant sur les débats menés le jour précédent dans le cadre de la partie IV. On trouvera dans la section IV du présent rapport un résumé détaillé des éléments proposés.

## **I. Partie IX: Le mécanisme d'échange d'informations sur les changements climatiques et la mise en place d'un réseau de coordonnateurs nationaux pour l'article 6**

37. Un représentant du secrétariat a fait un exposé sur le mécanisme CC:iNet. Il a été expliqué point par point aux participants comment tirer parti de ce portail d'information en ligne et y contribuer. CC:iNet comprenait une vaste base de données concernant les activités liées à l'éducation, à la formation, à la sensibilisation, à la participation du public, à l'accès du public à l'information et à la coopération internationale dans le domaine des changements climatiques. L'objectif était de fournir aux Parties, aux organisations ayant le statut d'observateur, aux entreprises et au public un accès rapide et commode aux idées, aux stratégies, aux contacts, aux experts, aux manifestations et aux produits pertinents pour leur permettre d'agir efficacement dans ce domaine. Le représentant du secrétariat a aussi souligné que les Parties pouvaient mettre à profit CC:iNet pour avoir un aperçu des initiatives en cours dans leur pays ou dans leur région et faciliter l'accès du public à l'information en téléchargeant des documents vers la base de données.

38. Cette partie de l'atelier s'est poursuivie avec des débats approfondis en petits groupes de travail au sujet de la mise en place d'un réseau de coordonnateurs nationaux pour l'article 6. Les participants ont considéré que les principaux objectifs de ce réseau seraient de partager les bonnes pratiques et les enseignements à retenir et d'échanger des informations. À cette fin, ils ont suggéré de désigner un facilitateur, fonction qui serait assumée à tour de rôle. Il faudrait que le secrétariat crée, dans le cadre du mécanisme CC:iNet, une plate-forme en ligne appropriée comprenant un forum de discussion multilingue et permettant l'échange de courriels, de documents et de fichiers multimédias ainsi que l'organisation de visioconférences. L'accès au réseau serait limité aux coordonnateurs nationaux pour l'article 6, mais pourrait ultérieurement être élargi aux ONG et au public.

39. La partie IX s'est achevée avec l'exposé par téléconférence d'un représentant du Bangladesh qui a mis l'accent sur les volets «renforcement des capacités» et «éducation» de la stratégie et du plan d'action de son pays relatifs aux changements climatiques. La mise en œuvre du plan d'action avait pâti de l'insuffisance de ressources et de moyens institutionnels. Cependant, des progrès appréciables avaient été accomplis à la faveur d'une initiative lancée conjointement avec le Gouvernement allemand, qui visait à renforcer les

capacités des coordonnateurs chargés de la question des changements climatiques dans les différents ministères, des parlementaires, de représentants des administrations locales, des ONG, des milieux universitaires et des médias. Des outils de sensibilisation avaient également été élaborés en tenant compte de la problématique hommes-femmes. En outre, diverses initiatives avaient été mises en œuvre avec succès par des ONG et en coopération avec celles-ci en matière d'éducation, de recherche et de sensibilisation.

## **J. Partie X: Résumé des conclusions et des recommandations sur les prochaines étapes**

40. Au cours de la partie X de l'atelier, les participants ont passé en revue divers éléments susceptibles de figurer dans un nouveau programme de travail relatif à l'article 6 et ont retenu une liste détaillée de recommandations à adresser au SBI pour examen, comme indiqué dans la section IV ci-dessous.

## **IV. Questions devant faire l'objet d'un examen plus poussé**

41. Les participants sont convenus d'un certain nombre de recommandations que le SBI voudra peut-être prendre en considération en vue de l'examen de l'exécution du programme de travail de New Dehli modifié et de l'élaboration d'un nouveau programme de travail sur l'article 6. Ces recommandations sont regroupées dans les catégories suivantes:

- a) Éducation:
  - i) Faire en sorte que les administrations publiques et d'autres institutions non gouvernementales à divers niveaux soient mieux à même de définir, d'élaborer et d'exécuter des programmes éducatifs intersectoriels pertinents pour relever les défis liés aux changements climatiques;
  - ii) Renforcer la capacité d'intégrer la question des changements climatiques dans les programmes d'enseignement et la pédagogie;
  - iii) Élaborer et exécuter des programmes éducatifs qui ciblent les administrations locales et les autorités municipales, les groupes vulnérables, tels que les femmes, les enfants, les jeunes, les personnes handicapées et les peuples autochtones, ainsi que les secteurs vulnérables;
  - iv) Coordonner l'élaboration d'outils pédagogiques dans le cadre d'une structure institutionnelle intersectorielle nationale;
  - v) Intégrer les questions liées aux changements climatiques dans l'éducation au développement durable;
  - vi) Promouvoir l'éducation informelle, formelle, et non formelle, notamment dans le cadre des clubs scolaires se consacrant à l'environnement et au climat et d'autres associations, afin de mener une action éducative auprès des familles sur différents aspects des changements climatiques (mesures appropriées d'adaptation et d'atténuation, modes de consommation et de vie durables, etc.);
  - vii) Recueillir, diffuser et mettre à profit les connaissances et les bonnes pratiques autochtones pour promouvoir des modes de vie durables;
  - viii) Recenser et prendre constamment en compte les besoins et les priorités en matière d'éducation dans le cadre d'une démarche participative choisie par les pays;

## b) Formation:

- i) Élaborer et exécuter des programmes de «formation de formateurs» pour les différents publics à atteindre;
- ii) Élaborer et exécuter des programmes de formation à l'intention des journalistes en vue de faire efficacement passer un message sur les changements climatiques et leurs effets néfastes;
- iii) Soutenir la collaboration et les réseaux Sud-Sud et Nord-Sud entre les établissements de formation publics et autres;
- iv) Soutenir des programmes de formation spécifiques en fonction des besoins et des priorités des pays, découlant notamment des délibérations du Groupe de travail spécial de la plate-forme de Durban pour une action renforcée et d'autres processus pertinents;

## c) Sensibilisation du public:

- i) Mettre au point des stratégies de communication ou renforcer celles qui existent en privilégiant les médias qui atteignent le plus large public;
- ii) Promouvoir des démarches innovantes pour élargir la sensibilisation aux questions climatiques aux niveaux national et local, notamment par des moyens traditionnels tels que le théâtre, la musique, des dessins animés et des affiches. Organiser des concours locaux et nationaux pour encourager la composition de pièces de théâtre, de chansons et de poèmes;
- iii) Exécuter des activités pilotes visant à sensibiliser la population et à favoriser l'adoption de bonnes pratiques;
- iv) Organiser des manifestations spéciales liées à la question des changements climatiques à l'occasion de journées environnementales telles que la Journée mondiale de l'environnement ou la Journée mondiale de l'eau;
- v) Désigner une Journée mondiale des changements climatiques;
- vi) Faire connaître les histoires vécues de personnes touchées par les changements climatiques, par exemple de paysans et de pêcheurs, et la façon dont elles s'y sont adaptées;
- vii) Intégrer les aspects liés aux changements climatiques dans les campagnes de sensibilisation à l'environnement;

## d) Participation du public:

Encourager les gouvernements, notamment les administrations locales et les autorités municipales, à associer les communautés locales et les ONG aux processus décisionnels et à engager des consultations publiques avant d'élaborer des projets et des programmes locaux qui peuvent avoir des répercussions sur la santé de la population et le système climatique;

## e) Accès du public à l'information:

- i) Promouvoir autant que possible l'accès du public aux médias (imprimés, sonores, audiovisuels, etc.);
- ii) Élaborer dans les langues locales des produits d'information faciles à consulter au sujet des changements climatiques et en faciliter la diffusion par les moyens appropriés auprès des différentes parties concernées, en particulier les communautés locales;

- iii) Établir des critères pour recenser et diffuser des informations sur les bonnes pratiques correspondant aux activités visées à l'article 6, en fonction de la situation nationale;
- iv) Créer un coin «climat» dans les principales bibliothèques publiques;
- v) Veiller à ce que les informations non confidentielles se rapportant aux changements climatiques soient aisément accessibles à toutes les parties concernées par divers moyens de communication;
- vi) Soutenir les voies de communication appropriées pour le partage et la diffusion d'informations climatologiques et la gestion des connaissances dans ce domaine, notamment d'éventuels mécanismes de collaboration avec les fournisseurs de services de télécommunication, en particulier dans le cas d'informations liées aux systèmes d'alerte rapide et à l'observation systématique;
- f) Coopération internationale:
  - i) Encourager la coopération et le partage d'informations Sud-Sud et Nord-Sud;
  - ii) Promouvoir la collaboration entre les organes constitués au titre de la Convention dans les domaines de l'éducation, de la formation, de la sensibilisation, de la participation du public et de l'accès du public à l'information concernant les changements climatiques;
  - iii) Adopter un programme de travail concret, assorti de délais et de ressources suffisantes, pour apporter un appui aux pays les moins avancés et aux autres pays en développement en vue d'intégrer la question des changements climatiques dans les programmes d'enseignement à différents niveaux;
  - iv) Encourager l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'UNICEF, l'UNITAR et d'autres organisations compétentes à apporter un appui à l'application de l'article 6 de la Convention dans les pays les moins avancés;
- g) Mécanismes institutionnels et appui institutionnalisé:
  - i) Encourager toutes les Parties qui ne l'ont pas encore fait à désigner des coordonnateurs nationaux pour l'article 6 de la Convention et à faire connaître au secrétariat les coordonnateurs désignés;
  - ii) Institutionnaliser l'application de l'article 6 de la Convention en créant un comité national de coordination pour assurer une meilleure concertation entre toutes les parties concernées, notamment parmi les ministères et entre les pouvoirs publics et les ONG, et améliorer l'efficacité de l'appui accordé au niveau international;
  - iii) Associer le ministère chargé de la question du climat et les autres ministères et organismes compétents à la planification et à l'exécution des programmes nationaux d'éducation et de sensibilisation aux changements climatiques;
  - iv) Élaborer des stratégies et des plans d'action nationaux relatifs à l'application de l'article 6 de la Convention, chiffrés et dotés des ressources nécessaires, suivant un processus participatif associant toutes les parties concernées, en particulier les communautés locales;
  - v) Prendre en compte et intégrer des activités liées à l'article 6 dans la planification nationale du développement et les programmes sectoriels relatifs aux changements climatiques en vue d'attirer des financements;
  - vi) Prévoir un financement en bonne et due forme des activités liées à l'application de l'article 6 dans le cadre du mécanisme financier de la Convention et

élargir les sources de financement (organismes de coopération bilatérale et multilatérale, etc.);

vii) Veiller à ce que les nouvelles entités fonctionnelles du mécanisme financier de la Convention aient des guichets spécialisés pour le financement d'activités liées à l'article 6 et faire en sorte que tout projet ou programme relatif aux changements climatiques prévoient des activités de ce type;

viii) Simplifier les procédures d'accès au financement accordé par le FEM pour les activités d'appui;

ix) Intégrer les coordonnateurs nationaux pour l'article 6 de la Convention dans les délégations officielles qui participent aux conférences organisées au titre de la Convention;

x) Développer les capacités institutionnelles et techniques en vue de l'application de l'article 6 de la Convention;

xi) Inviter le FEM à continuer d'apporter un appui à l'application de l'article 6 de la Convention dans les pays les moins avancés;

h) Constitution de réseaux:

i) Demander au secrétariat de créer, au sein du mécanisme CC:iNet, une plateforme de mise en réseau à l'intention des coordonnateurs nationaux pour l'article 6 de la Convention en vue de partager des informations et des expériences, de faire ressortir les bonnes pratiques, de donner des conseils et de trouver des sources d'inspiration auprès de leurs homologues, de rendre les coordonnateurs mieux à même de s'acquitter de leurs tâches, et de formuler des recommandations tendant à promouvoir l'application de l'article 6 de la Convention;

ii) Faire en sorte que la plateforme permette l'organisation de forums de discussion et de visioconférences et la constitution de listes de diffusion;

iii) Élargir la participation à la plateforme, demander au secrétariat d'étudier la possibilité d'intégrer les technologies existantes de traduction utilisées par les plateformes des réseaux sociaux;

iv) Envisager d'inviter les Parties à participer à la plateforme en désignant des facilitateurs chargés d'assurer, par roulement, un dialogue de qualité;

v) Envisager d'ouvrir la plateforme aux parties concernées à l'issue d'une phase pilote;

vi) Tirer parti de la plateforme pour préparer et prolonger le dialogue annuel sur l'article 6 de la Convention que doit organiser le SBI;

vii) Publier, par l'intermédiaire de la plateforme, un bulletin d'information trimestriel en ligne dans lequel les coordonnateurs nationaux pour l'article 6 de la Convention feront ressortir les expériences concluantes et les enseignements à retenir dans l'exécution d'activités d'éducation, de formation et de sensibilisation se rapportant aux changements climatiques. Les coordonnateurs intéressés se chargeront à tour de rôle de la publication du bulletin.